28me Année N° 176 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Lundi 25 Juin 1883

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»
» » Un an . . . 50.»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 16 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Lafitte et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires (place de la Bourse); à *Bruxelles*, l'Office de Publicité.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :

A Roubaix, aux bureaux du journal.

A Tourcoing, rue Nationale 18.

A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grand Place, (entrée par les débris Saint-Etienne).

A Armentières, rue de Lille.

A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas*, place de Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34

ROUBAIX, LE 23 JUIN 1883

SOYONS AMIS, CINNA

Le *Times* consacre de nouveau un long article à la France et à ses aspirations coloniales.

Celui-là peut-être lu de ce côté du Détroit sans mauvaise humeur et même avec profit : le ton en est calme, bienveillant, et quelques-unes des réflexions du rédacteur ne manquent certainement pas de justesse.

Notre confrère est surtout chagriné de deux choses : 1° de nous voir nous embarquer dans une mauvaise voie ; 2° de nous voir nous méprendre sur les sentiments des Anglais et leur imputer à envie ou jalousie des remarques servant plutôt à prouver l'intérêt qu'ils nous portent.

Pourquoi l'Angleterre serait-elle jalouse des progrès de la France en Afrique ou en Asie ? Elle n'en aurait nul sujet. Il y a assez de terre dans le monde pour un second grand empire colonial ; que les Français le constituent et les Anglais ne manqueront pas d'applaudir à leurs succès. Malheureusement, la France ne paraît pas en état d'atteindre un pareil but. Elle manque du ressort sans lequel les colonies sont impossibles: une population exubérante condamnée à émigrer parce que les rangs sont trop pressés sur le sol natal. Hélas ! la population de ses villes reste stationnaire et celle de ses campagnes décroît. Non, l'Angleterre ne jalouse pas la France ; elle est simplement sceptique à l'égard de la réussite de ses entreprises coloniales. Et, en se précipitant tête baissée dans ces mêmes entreprises, si la France croit faire acte de force, se relever aux yeux des autres nations, elle se trompe du tout au tout, elle n'en impose à personne ; chacun sait qu'elle est déchue de son ancienne grandeur... Quant à l'Angleterre, ce qu'elle désire avec une vive et persévérante ardeur, c'est que les peuples assis sur les deux rives de la Manche soient à jamais unis par les liens d'une étroite amitié ; c'est que la France ne fasse rien qui l'empêche de reprendre et de garder sa place en Europe.

En somme, des circonstances échappant à tout contrôle ont confondu dans une large mesure les destins de la France et de l'Angleterre, et ne pas se pénétrer de cette vérité serait manquer de sens politique au plus haut point.

Telle est le sommaire plutôt que l'analyse de la thèse du *Times*. Dans les colonnes du journal de la Cité, elle a de beaux et graves développements.

Que répondre ?

Nous répondrons, en ce qui nous concerne : Ah ! bien volontiers, soyons amis, Cinna ! Passons l'éponge sur le passé et à l'avenir cessons de nous regarder, à propos de vêtilles, comme des chiens de faïence. Si vous ne nous détestez pas, nous ne sommes pas de notre côté, sans avoir de l'inclination pour vous, insulaires un peu quinteux. Une bonne entente cordiale aiderait à nos affaires et ne nuirait point aux vôtres.

Nous vous laissons à deviner de quelle manière vous pourriez la résoudre, la cimenter, la rendre éternelle. Et s'il faut que nous reprenions « notre place en Europe », vous devez, ô Cinna ! commencer par perdre l'habitude que vous avez un peu trop de nous représenter l'œuvre de Bismarck comme un progrès de la civilisation, comme une solide garantie donnée à la paix de l'Europe. Ce sujet « articles » nous est assez désagréable. Il nous porte sur les nerfs ; il nous fait souvenir qu'en 1870, vous n'avez pas levé le petit doigt en notre faveur. Pour Dieu ! ménagez nos nerfs ; vous savez bien que nous les avons très-irritables, que nous manquons de votre merveilleux sang-froid. Puis le temps marche et semble nous rapprocher de l'heure à laquelle sonnera la *bataille de Dorking*. Voici une dépêche qu'a publiée le *Temps* d'hier soir :

« Berlin, 21 juin, 11 h. matin.

» Suivant une information publiée hier par la *Gazette de Voss*, et qui n'a pas été démentie, le gouvernement prussien aurait résolu d'étendre à tous les jeunes gens nés de parents étrangers, domiciliés en Prusse, la mesure qu'il a prise à l'égard des fils de Danois domiciliés dans le Schleswig septentrional. Tous ces jeunes gens seraient mis en demeure de satisfaire au service militaire prussien, ou de quitter le pays. Un avertissement dans ce sens aurait été donné aux nombreux Hollandais qui habitent la région de Dusseldorf. »

Méditez cette petite dépêche, Cinna. Sans qu'il y ait besoin de trop lire entre les lignes, elle signifie que l'homme à la politique de fer et de sang a les yeux fixés sur la Hollande et qu'il réserve à son roi un siège dans le conseil fédéral de l'Empire... Voulez-vous voir les Allemands à Anvers ?

A. Delouche.

LES ÉLECTIONS
DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Les Conseils généraux vont être renouvelés par tiers au mois d'août, et pour toutes les fractions de la minorité conservatrice, cette campagne s'annonce sous les plus heureux auspices.

Les électeurs, désillusionnés, ruinés par la politique financière du gouvernement, inquiétés dans leur liberté de pensée par la guerre faite aux croyances religieuses, effrayés des aventures belliqueuses dans l'Extrême-Orient et qui peuvent aboutir à un conflit européen, les électeurs choisiront pour représentants des hommes indépendants, expérimentés, prudents qui peuvent seuls arrêter le gouvernement dans la voie glissante qui aboutit à la banque route nationale et à la guerre...

Un seul journal, beaucoup plus par principe que par sentiment, fait quelques objections à l'union de tous les groupes conservateurs contre l'ennemi commun : le radicalisme; mais nous comptons sur la perspicacité de l'*Union* et nous sommes convaincus qu'au moment des élections ses candidats seront les premiers à faire appel au concours des électeurs de toute l'opposition conservatrice. Cette union s'impose surtout dans ces élections, qui n'ont pas un caractère politique absolu.

Nous sommes heureux de reproduire, à ce sujet, le remarquable article d'un journal indépendant, et dont on ne peut contester l'autorité. Le *Constitutionnel* relève avec raison une phrase du *Siècle*, qui invoque le journal l'*Union*, espère que le désaccord entre les conservateurs amènera encore une fois leur échec. Le *Siècle* est dans son rôle ; mais le *Constitutionnel* lui répond :

« Le *Siècle* a certainement raison de se réjouir du plan de campagne adopté par l'extrême droite du parti conservateur, car si les divisions des amis de l'ordre ont toujours servi la cause des radicaux et des jacobins, jamais elles ne lui rendront un plus grand service qu'en ce moment. Il y a quelques années, quand on vit la France se relever si promptement après d'épouvantables désastres, et l'ordre se rétablir si vite dans nos finances, qu'on avait crues ruinées pour de longues années par la guerre étrangère et par la guerre civile, le pays fit très-naturellement honneur à la République des résultats dus, non pas à la forme du gouvernement, mais à la sagesse, au patriotisme des représentants du pays, à l'habileté des gouvernants choisis par eux. Aussi, beaucoup de fort braves gens s'imaginèrent-ils que si la République avait pu opérer de tels miracles quand elle était dirigée par des monarchistes, elle en opérerait de bien plus merveilleux encore le jour où elle serait conduite par des républicains.

» A cette époque, les conservateurs, abandonnés pour cette raison même qu'ils avaient fait leur devoir et sauvé la France, pouvaient pérorer raisonner tant qu'ils voulaient ; on se souciait peu de les écouter ; leurs dissensions intestines ne leur étaient pas plus funestes que leur entente parfaite ne leur était utile. La France croyait à la vertu magique de la forme républicaine et se persuadait que plus ses représentants seraient républicains, plus sa prospérité serait assurée. Aujourd'hui, les faits ont pu l'éclairer. Depuis que les républicains ont conquis la majorité au Palais Bourbon, au Luxembourg, et installé un des leurs à l'Elysée, la prospérité rétablie par les conservateurs s'est évanouie, les déficits se sont produits dans nos budgets ; la paix sociale a été troublée par des grèves, par les explosions de dynamite, par l'appel à toutes les passions révolutionnaires ; les expéditions lointaines, si fort reprochées à l'Empire, bien qu'il ne les eût entreprises que dans une période où il semblait n'avoir rien à redouter d'aucune puissance européenne, ont été renouvelées par ceux la mêmes qui les avaient jadis si vivement critiquées.

» Napoléon III avait fait la guerre à la Chine avec l'alliance de l'Angleterre. M. Grévy est sur le point d'avoir à combattre sans alliés l'Empire chinois, dans un moment où les affaires du Tonkin et de Madagascar nous attirent tout au moins la malveillance de l'Angleterre. Notre agriculture, qui ne peut soutenir la concurrence des blés des Etats-Unis, se voit sans cesse refuser les soulagements qu'on lui avait promis, et son malaise atteint les deux tiers des électeurs français.

» Certes, dans un tel moment, les conservateurs ont le droit de dire aux électeurs : Comparez ce qui s'est passé entre 1871 et 1876 avec ce qui se passe depuis cette dernière année ; voyez la prospérité que nous vous avions rendue au lendemain de la capitulation de Paris et de la Commune ; voyez, d'autre part, le mal que vous ont fait les hommes que vous avez préférés depuis 1876. Il ne s'agit pas ici de savoir si la République est inférieure ou supérieure à la Monarchie, il s'agit uniquement de savoir si vos affaires sont mieux menées par les droites ou par les gauches.

» Vous avez vu les deux partis tour à tour au pouvoir. Les droites, appelées par vous aux affaires quand tout semblait perdu, ont tout relevé, tout sauvé ; elles ont laissé aux hommes de gauche une prospérité inespérée, des finances en équilibre, le pays en bons termes avec toute l'Europe ; les gauches, appelées par vous à bénéficier d'une position si belle, si inespérée, ont gaspillé les finances, rendu nos rapports difficiles avec toutes les nations du continent, et ont si profondément troublé la paix intérieure qu'on se demande si nous ne sommes pas à la veille d'une nouvelle guerre religieuse et d'une nouvelle guerre sociale. Voulez-maintenant si vous voulez continuer votre confiance à ceux qui en ont si mal usé ou la rendre à ceux qui, il y a douze ans, vous ont tiré de l'abîme. »

LA QUESTION OUVRIÈRE

(Discours prononcé devant la Chambre des députés, par M. Albert de Mun, le 19 juin. — Suite et fin. — *Voir le numéro d'avant-hier*) :

Vous ne changerez pas les faits; vous n'empêcherez pas qu'il n'y ait dans ce pays une question sociale redoutable qui se dresse devant vous et qu'il faut bien que vous regardiez en face. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Eh bien ! M. Passy nous a donné sa solution ; je viens de vous la dire : presque tout le monde ici l'a repoussée : que nous offrez-vous ?

M. Clémenceau, interrompant l'autre jour M. Passy, lui disait : « Nous voulons la justice. »

Nous aussi : mais comment entendez vous la justice ? Voilà la question. (Mouvements divers.)

Le Gouvernement a parlé à cette tribune ; il y a paru, représenté par un de ses membres les plus autorisés, aussi bien par les fonctions qu'il occupe que par sa compétence particulière ; M. le ministre de l'intérieur me permettra de regretter que cette apparition ait été si courte; dans une pareille question, la plus grave, la plus considérable qui puisse se poser dans un pays, à l'heure où M. Lockroy venait avec une très-grande éloquence de sommer le Gouvernement de la République de dire enfin ce qu'il comptait faire pour ces ouvriers auxquels il doit tant, je m'apprêtais à entendre l'orateur du Gouvernement apporter ici des idées larges, des vues d'ensemble, un programme social et économique. (Réclamations sur plusieurs bancs.)

M. de Baudry d'Asson. Il n'a rien apporté du tout !

M. le comte Albert de Mun. M. le ministre de l'intérieur a été plus modeste : il s'est borné à nous donner un compte-rendu très sommaire de l'enquête opérée par la commission extra-parlementaire des associations ouvrières.

Depuis, nous en avons lu le premier volume ; il renferme beaucoup de détails intéressants, très dignes de fixer l'attention, et d'inspirer une vive sympathie pour les hommes énergiques qui ont été les fondateurs de ces associations, mais il n'apporte presque rien de nouveau, et surtout rien qui ressemble à une solution, à un procédé d'émancipation. C'était pourtant ce que vous demandiez à la commission de chercher avec vous !

Eh bien ! ce que je vous demande, c'est de pouvoir exposer vos idées et vos doctrines. L'autre jour, dans un journal que je lis avec le plus grand intérêt, auquel je sais qu'il serait indiscret de supposer des attaches particulières, — mais qui occupe cependant une place considérable, dans *la Réforme*, — j'ai lu un article écrit à propos du discours que j'ai eu l'honneur de prononcer dans la discussion générale. Voici sa conclusion :

« La Révolution a-t-elle trouvé la formule de l'harmonie sociale ?

» L'ouvrier est-il plus heureux ?

» Non, la Révolution n'a pas trouvé la formule exacte du vrai et du juste : nous vivons dans une époque de transition ; les temps sont durs ; mais, du moins, l'homme est libre ; l'ouvrier est libre.

» Libre dans sa misère !

» Qu'importe ! Nous cherchons la justice ; nous y touchons : l'ouvrier libre traitant d'égal à égal avec le capitaliste libre.

» Que parle-t-on de fraternité chrétienne ?

» Un mot.

» Il y a des intérêts dans le monde, pas autre chose ; l'ouvrier a ses intérêts ; le patron a ses intérêts ; la justice veut que, dans la lutte pour la vie, le travailleur ait des instruments égaux aux instruments du capitaliste.

» La Chambre veut donner à l'ouvrier ces instruments nécessaires ; elle lui donne l'école, elle lui donne le syndicat professionnel.

» Travail libre, lutte égale. »

Je ne sais pas si ce sont là les idées de M. le ministre de l'intérieur ; mais ce que je sais, c'est qu'on se trompe quand on croit qu'il suffira du syndicat professionnel pour que la lutte soit égale !

Non ; pour qu'elle le fût, il faudrait bien plus; il faudrait donner à l'ouvrier, pour compenser sa faiblesse et l'infériorité de sa position, il faudrait lui donner bien d'autres armes ! Il faudrait rompre, à son profit, les conditions de la lutte, et apporter de son côté tout ce qui lui manque, et d'abord le capital ; il faudrait, — et ce sera l'inévitable nécessité, — que l'Etat vînt, avec toutes ses forces, au secours de l'ouvrier pour l'aider à écraser le capitaliste.

Et, alors, c'est l'injustice à rebours, c'est l'inégalité sociale déplacée; c'est encore le triomphe de la force: ce n'est ni la liberté, ni la paix !

A droite. C'est vrai !

M. le comte Albert de Mun. Eh bien ! quand nous vous proposons un remède... (Bruit à gauche), quand nous vous proposons un essai de pacification, que nous répondez-vous ? Vous ne nous dites pas qu'il n'y a pas de mal, qu'il n'y a pas de désordre; vous nous dites : « Passez ! vous êtes des fondateurs des œuvres catholiques, vous êtes des cléricaux, nous ne voulons pas vous entendre ! »

M. Charles Floquet. Nous répondons que l'expérience vous condamne !

M. le comte Albert de Mun. Quoi ! messieurs, on n'a cessé de répéter à cette tribune depuis deux jours que la situation économique de ce pays était gravement inquiétante; on vous a parlé, et je crois qu'on l'a fait avec beaucoup de réserve, des souffrances de l'industrie. L'honorable M. Langlois vous en a fait hier ici un tableau particulièrement intéressant.

On vous a parlé de la décadence professionnelle, des commandes qui vont à l'étranger, de la fabrication qui s'établit au-delà des frontières, des chômages qui se multiplient; on vous a parlé de la crise produite par la hausse excessive des salaires, de l'industrie épuisée par l'excès de la production, de l'équilibre rompu entre le nombre des bras et les moyens de consommation; on vous a parlé des champs déserts, des fermes qui restent sans preneurs, et, quand il s'agit de traiter une question aussi grave, aussi intimement liée aux intérêts du pays, vous répondez : Votre système ne mérite pas d'être examiné, parce que c'est un système de cléricaux !

Quand on vous propose d'établir entre les maîtres et les ouvriers des rapports constants, un arbitrage permanent qui, dans les moments de luttes et de discorde...

M. Charles Floquet. C'est possible !

M. René Goblet. C'est licite !

M. Louis Guillot (Isère). L'enquête vous a donné la preuve que celui se fait !

M. le comte Albert de Mun. Vous me répondez qu'ils peuvent le faire. Je le sais bien, mais je vous dis que ce n'est pas assez, et que si vous croyiez, comme nous, que le remède est là, ce n'est pas assez de l'autoriser : il faut encore, par tous les moyens, provoquer, encourager ce mouvement, qui répond aux aspirations de tout le monde, qui résulte nécessairement du besoin universel, de la nature même des choses, — M. Floquet nous l'a montré tout à l'heure, — mais qui aboutit, aux heures de crise, à des commissions mixtes insuffisantes, tardivement nommées, composées d'hommes sans relation antérieure, qui s'ignoraient la veille et qu'aucun lien ne rapproche.

Quand on vous parle de cela, quand on vous propose d'établir entre les maîtres et les ouvriers un patrimoine commun pour éteindre l'antagonisme de leurs intérêts, quand on vous demande de leur donner les moyens de résoudre eux-mêmes, par leur propre initiative, cette grande question de l'apprentissage, qui est une question de vie ou de mort pour l'avenir de l'industrie, quand on vous tient ce langage, vous répondez : Vous êtes des cléricaux, nous ne voulons pas vous entendre !

Eh bien ! permettez-moi de vous le dire, je ne crois pas, comme M. Floquet, que votre responsabilité soit légère : je crois qu'elle est très-lourde et que vous engagez le pays dans une voie funeste qui le conduira aux violences et à la ruine industrielle.

L'avenir dira qui de nous se trompe sur les destinées de la nation. L'avenir, messieurs ! On nous adjurait hier de le saluer avec confiance : je ne m'y refuse pas : j'aime trop mon pays pour ne pas m'attacher à l'espérance. Je salue l'avenir, mais à la condition qu'il repose sur la loi du dévouement et non pas sur la règle de l'intérêt. (Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite. — L'orateur est félicité par ses amis.)

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Bulletin commercial de Roubaix et Tourcoing

Laines. — Malgré les importants arrivages de laines brutes, provenant des ventes de Londres, d'Anvers et du Havre, le stock commence à diminuer.

Il est vrai que depuis deux mois les peignages et les filatures en ont fait une consommation énorme.

Tous les établissements de ces deux catégories ont travaillé à pleine volée et beaucoup sont encore approvisionnés pour quelques semaines.

Il ne s'en suit pas que les industriels, les filateurs surtout, soient satisfaits.

Les exigences des fabricants ou des négociants, au sujet des rendements qu'ils trouvent toujours insuffisants, le bas prix des façons, l'augmentation croissante des frais généraux (prix du charbon, salaires, modifications perpétuelles apportées aux machines, usines coûteuses et dispendieuses), laisse peu ou point de bénéfices.

Et puis, ce qui doit être constaté, c'est la disparition du filateur à forfait.

Le nombre des filatures qui se créent en Allemagne est tel, qu'aujourd'hui nous n'exportons plus rien vers ce pays. — Pardon ! nous expédions des machines.

On nous assure même que tout le matériel d'un mécanicien de Roubaix est employé à la construction d'étirages, de bobinoirs et de gill-boxes perfectionnés, à destination de la Prusse.

Si cela continue, avant peu, les Allemands, produisant à meilleur compte que nous, deviendront nos fournisseurs de laine filée.

La situation a peu changé depuis un mois pour les déchets et les blousses.

Cotons bruts et filés. — Les marchés cotonniers ont une allure faugnissante d'assez mauvais augure. Jusqu'à présent, cependant, les cours n'ont pas fléchi au Havre. Ils ont légèrement faibli à Liverpool.

En filé, la situation est beaucoup moins satisfaisante que le mois dernier.

La filature écoule difficilement sa production. Les ordres sont aussi peu importants que peu nombreux.

En somme, cette branche de notre industrie qui, jusqu'à présent, avait pu se maintenir, est entraînée, aujourd'hui, dans la crise générale.

Tissus. — Les commissions touchent à leur fin. Les suppléments n'arrivent pas.

Jusqu'à présent, tous les tissages ont été alimentés assez facilement, mais déjà certains d'entre eux, les établissements de second et troisième ordre surtout, commencent à se trouver embarrassés pour occuper tout leur personnel.

Les grands manufacturiers marchent encore au complet, mais, s'ils ont obtenu des ordres importants, c'est à des prix tellement bas que le résultat final est nul ou désastreux.

On voit que dans l'ensemble la situation commerciale et industrielle de Roubaix et Tourcoing est toujours mauvaise et rien ne permet d'espérer une prochaine amélioration.

V. D.

SÉNAT

(*Service télégraphique particulier*)
Séance du samedi 23 juin 1883.

Présidence de M. Le Royer.

La séance est ouverte à 3 heures.

Les circonscriptions de Narbonne

M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, dépose le projet relatif aux circonscriptions de Narbonne, adopté vendredi par la Chambre des députés.

L'urgence est prononcée.

FEUILLETON DU 25 JUIN 1883 — 43 —

LE

CRIME DES AIRELLES

PAR

SAINT-VERON

DEUXIÈME PARTIE

LES DEUX AGENTS

VIII

Le moulin de la Pierre Glissotte

— SUITE —

N'ayant pas à supporter les frais d'intermédiaires, ils peuvent livrer à bas prix un produit excellent aux consommateurs. Il faut ajouter en outre que ces débits champêtres ont l'habitude invétérée de frauder les contributions indirectes..., ils ont des caves secrètes, qui échappent aux yeux, cependant fort clairvoyants, des employés de cette administration.

Toby avait eu bon nez en donnant la préférence au moulin de la Pierre Glissotte. L'hôtesse était affable, le meunier aimait à rire, et de plus, il avait dans sa cave un certain Mercurey d'un bouquet tout à fait réjouissant.

On avait si bien l'habitude de compter sur sa visite quotidienne, que d'avance sa table était préparée. Sur la nappe bien blanche ressortait la bouteille poudreuse qui lui était destinée. De temps à autre, pour aiguiser sa soif, on lui servait un quartier de fromage.

Toby n'était pas un de ces ivrognes goulus, qui vident une bouteille sans s'arrêter ; il était de l'école des siroteurs, c'est à petites gorgées qu'il aimait à déguster... Mais comme ses stations étaient fort longues, il y avait toujours un certain nombre de bouteilles vides quand il partait.

L'habitude de boire lui permettait de supporter les excès jusqu'aux limites extrêmes, sans arriver à cet état comatique que l'on appelle l'ivresse mortelle. La plupart du temps, il avait, selon le langage populaire, *un plumet*, ce qui ne l'empêchait pas d'être solide sur ses jambes torses.

Un jour, en arrivant, il trouva le cabaret, ordinairement solitaire, occupé par un intrus. A la grimace significative de sa pratique, la meunière devina un mécontentement réel. Pour le dissiper elle se hâta de dire : Monsieur est un piqueur de la nouvelle voie ferrée qui va s'ouvrir. ses travaux l'appellent de ce côté, il vient prendre ses repas au moulin.

— Je n'y fais pas de longues stations, car le peu de temps que j'ai à moi, je le consacre à ma passion favorite, fit le nouveau venu.

— Sans indiscrétion, pourrait-on savoir quelle est cette passion ? demanda Toby.

— Elle est des plus innocentes ; je pêche à la ligne et je prends des truites dans l'Yonne.

— Oh ! monsieur est fort adroit, confirma la meunière ; il a apporté ce matin un fort beau panier de poissons ; il n'est pas encore préparé, je vais vous le montrer, c'est à faire venir l'eau à la bouche.

Elle ouvrit un placard et en tira un grand plat en faïence bleu, sur lequel étaient étaiées une douzaine de superbes saminoïdes, au ventre jaune d'or, au dos piqueté de points rouges.

— C'est un plat de roi, affirma Toby émerveillé. Je vous fais compliment, monsieur le piqueur.

— Si le cœur vous en dit, fit Jousselin, que nos lecteurs ont déjà deviné, je serais heureux de vous en offrir votre part.

Mgr Carotte n'était pas seulement un ivrogne, mais de plus un amateur de bonnes choses, et il trouva la proposition trop tendante pour ne pas être acceptée.

— Volontiers, dit il ; nous sommes confrères, car si vous êtes un fin pêcheur, moi, je pratiquais ce noble délassement autrefois, j'étais même d'une jolie force à la mouche.

— Si vous avez manié la ligne volante, vous n'êtes pas un conscrit.

— Il n'y a que les rustres qui emploient pour la truite l'amorce vive; en Angleterre on traiterait de sauvage celui qui s'en servirait.

— Si vous avez du temps à perdre, vous pourriez vous remettre au métier, proposa Jousselin.

— Ce serait avec plaisir, mais je n'ai pas ici mes instruments.

— Qu'à cela ne tienne, j'ai deux cannes à pêche, je vous en prêterai une demain, si vous le désirez.

— J'accepte, et de grand cœur, répondit Toby.

La meunière servit le repas : les nouveaux amis mangèrent comme quatre et burent comme dix.

Quand il fallut payer, ce fut Toby qui voulut s'en charger.

— Je vous laisse faire aujourd'hui, ce sera mon tour demain, consentit Jousselin.

Ce petit homme, se dit-il, après l'avoir reconduit jusqu'à la porte du château, est une véritable éponge. Si je n'y prenais garde, c'est lui qui m'enfoncerait.

Le lendemain, le groom, qui avait enfilé de belles bottes montant jusqu'aux genoux, accourait au rendez-vous, à l'heure indiquée.

Son ami de la veille l'attendait, ayant sous le bras deux étuis de canne à pêche.

— Choisissez, compère, fit-il, en les lui tendant.

Toby prit la plus longue.

Nous ne décrirons pas cette scène de sport, qui n'intéresserait que les amateurs; nous nous bornerons à dire que les deux compagnons rivalisèrent d'ardeur et d'adresse. Lorsqu'ils rentrèrent au moulin, leurs *ficoches* étaient à peu près remplies.

— Que ferai-je de tout ce poisson ? demanda la meunière : à vous deux vous ne prétendez pas le manger ?

— Nous en viendrons à bout, fit Jousselin, pourvu que vous ayez le talent de varier les sauces.

— Je ne connais que la friture, répondit-elle.

— Je vais vous donner la recette bourguignonne, vous m'en direz des nouvelles, ajouta-t-il en s'adressant à son compagnon.

— Professez gentleman, je ferai mon profit de la leçon.

— Voilà ma recette, commença l'auxiliaire de Follefeuille. Vous allez prendre un chaudron ; vous y verserez deux bouteilles de votre meilleur vin ; après avoir mis au fond un bouquet de persil, oignons, carottes, vous ferez bouillir et réduire ce mélange ; puis vous jetterez dedans le poisson coupé en morceaux ; dix minutes de cuisson vive, puis un verre d'eau-de-vie, et vous mettez le feu.

— Tout cela ne sera pas mauvais, remarqua la meunière.

— Je n'ai pas terminé, ajouta le professeur : le plus important reste encore à indiquer... au moment de servir, vous ferez fondre dans l'étuvée bouillante une demi-livre de beurre très frais manié de farine.

— Je propose maintenant fit l'Anglais, d'accommoder quelques-unes de nos truites les plus grosses selon la mode de mon pays. Pour être fort simple, elle n'en est pas moins bonne. Vous placerez les plus belles sur le gril, dit il à la meunière, après les avoir frottées d'huile d'olive, absolument comme des côtelettes; quand elles seront cuites, arrosez d'une forte remoulade; n'oubliez ni le poivre ni l'ail.

— Votre procédé doit être excellent pour développer la soif, fit Jousselin.

— C'est pour cela que je préconise les préparations anglaises, répondit l'avorton.

La meunière se mit aussitôt à l'œuvre pour préparer le festin dont la truite devait fournir les éléments. Les deux pêcheurs surveillèrent l'exécution des plats dont ils avaient eux-mêmes indiqué la confection. Le groom, avec une gravité toute britannique, retourna son poisson sur le gril, tandis que son compagnon suivait d'un œil attentif, le degré de cuisson de sa matelotte.

Puis vint le tour de la friture, mais avant de la mettre au feu, la meunière consulta ses pratiques sur l'ordre du service.

— Je pense, fit Toby, que ma grillade à la sauce piquante doit passer la première, comme la plus apéritive.

— Puissamment raisonné, approuva Jousselin, mon étuvée fera le plat du milieu.

— Alors, la friture servira de rôti.

— Un dîner à trois services, remarqua l'Anglais ! pour qu'il soit complet, il nous faudrait deux choses : un potage tortue ou un *oyster soup* et des hors d'œuvre.

— Je n'ai pas de tortue, et je ne sais ce que vous voulez dire avec votre oyster, répondit la cabaretière, mais vous aurez une soupe comme vous n'en mangez pas souvent : depuis trois heures des écrevisses pilées mijotent dans cette marmite : elles feront un fameux bouillon ; quant à ce que vous nommez les hors-d'œuvre, ils ne manqueront pas, j'ai choisi les écrevisses les plus grosses pour en faire un buisson ; en face je placerai des choux rouges confits au vinaigre.

— Madame la meunière, vous êtes une femme rare, vous devriez figurer dans la galerie des cordons bleus célèbres, s'écria Jousselin ; puis, s'adressant à l'Anglais :

— Que diriez vous d'un verre d'absinthe pour nous ouvrir l'appétit avant dîner ?

— J'ai en horreur votre poison vert, protesta Toby avec indignation, mais l'idée de préparer des voies me va ; meunière, sortez moi une bouteille de votre vieille eau de vie ; j'en goûterai pendant que monsieur préparera son mélange.

Jousselin, qui avait fait cette proposition dans le seul but de provoquer l'ivresse, fit semblant de boire la liqueur suisse, tout en remarquant avec plaisir que son compagnon ne ménageait pas le liquide ambré qu'on lui avait servi.

Avant le repas, une grave discussion s'engagea entre les deux pêcheurs à la ligne au sujet du choix des vins.

(*A suivre.*)